

Des certains soldats tchadiens de la Misca joueraient un double jeu en Centrafrique. Le gouvernement tchadien dément.



Un soldat tchadien de la Misca dans les rues de Bangui, le 16 janvier 2014. REUTERS/Siegfried Modola

Par RFI - jeudi 06 février 2014

Participer à une opération de paix tout en prenant parti pour un camp : c'est à ce double jeu que se livrent certains éléments tchadiens de la Misca, la force africaine déployée en Centrafrique d'après l'ONG Human Rights Watch et de nombreux témoignages recueillis. Un parti pris de ces Tchadiens en faveur de la Seleka, l'ancienne rébellion en cours de désarmement.

« Des éléments tchadiens de la Misca sans autorisation de l'état-major ont évacué des chefs de l'ex-Seleka de Bangui et de Bossangoa pour les libérer et [leur permettre] de continuer leurs atrocités contre la population, témoigne Peter Bouckaert, directeur des urgences de Human Rights Watch, au micro de RFI. J'ai vu moi-même un grand convoi d'éléments tchadiens de la Misca en train d'évacuer, protéger par des véhicules blindés, un groupe de 8 ou 9 voitures de l'ex-Seleka avec leur général dedans. Après ça, ils sont allés avec les éléments de l'ex-Seleka de Bossangoa, commandés par le colonel Saleh bien connu pour ses atrocités contre la population civile de Bossangoa jusqu'à Sibut avec l'assistance des Tchadiens de la Misca. »

Peter Bouckaert explique ainsi avoir discuté avec un responsable de la Misca, qui lui a confirmé que les Tchadiens n'étaient pas sous le contrôle de l'état-major de la force africaine. *« Leurs actions sont hors du mandat de la Misca, donc c'est important qu'ils soient suspendus de la mission et que l'on enquête sur leurs actes »*, exhorte l'humanitaire.



Des éléments de l'ex-Seleka dans un pick-up, au nord de Bangui le 27 janvier 2014. Human Rights Watch accuse des Tchadiens de la Misca de leur apporter leur soutien. REUTERS/Siegfried Modola

Morts et règlements de compte à Boali

La ville de Boali a connu ainsi, ces deux derniers jours, un nouvel épisode dramatique. Mardi 4 février, des informations en provenance du nord effraient les habitants. A Yaloké et à Bossembélé, des éléments tchadiens de la Misca, venus chercher leurs ressortissants, ont semé la terreur en tirant sur les populations chrétiennes. Quelques heures plus tard, en fin de journée, ils arrivent effectivement à Boali. *« Ils ont voulu passer la nuit ici, raconte l'abbé Boris de la paroisse Saint-Pierre de Boali. La Misca congolaise, qui se trouve là sur place, a refusé. Ils ont demandé à les escorter jusqu'au niveau de la sortie de la ville. Et en passant, le convoi tchadien tirait à bout portant sur la population. »*

Bilan au moins 3 morts. Des scènes de paniques et une population chrétienne chauffée à blanc. Toute la nuit les anti-balaka, avides de vengeance, encerclent l'église ou sont retranchés depuis 15 jours plus de 800 musulmans et dont l'entrée est protégée par des Congolais de la Misca. *« On était couchés à même le sol sous le banc avec les frères musulmans, poursuit l'abbé Boris. Ça tirait de toute part. »*

Mercredi matin, les Tchadiens reviennent en ville et se remettent à tirer à leur tour sur les habitants qu'ils croisent. Ils se postent ensuite devant l'église et appellent un certain nombre de noms, ceux des déplacés qu'ils ont emmenés avec eux.

A Bangui, la Misca affirme que les soldats tchadiens en question n'appartiennent pas à la force de paix et que ses membres auraient été la cible d'embuscades à Yaloké et Boali au cours desquelles ils auraient perdu trois hommes.

■ ZOOM : Des ex-Seleka sur le sol tchadien

Ils sont nombreux, les membres de l'ex-Seleka, à arriver au Tchad ces derniers jours. Plus de 250 éléments ont ainsi atteint la frontière sud du pays, fuyant la Centrafrique. Ils disent ne plus vouloir de la guerre. L'armée tchadienne qui les a recueillis à la frontière les a désarmés avant de les transporter à Doba, à 600 km de la capitale.

C'est dans des anciens bureaux d'une entreprise de travaux publics à l'entrée de la ville de Doba que les anciens Seleka sont logés, sous la garde de gendarmes tchadiens. Désarmés, dépouillés de leur tenue militaire, ils n'arborent plus que des tee-shirts ou des maillots de foot.

Dans la cour, certains jouent aux dames à l'ombre des manguiers, d'autres lavent leur linge. Amakbar Abdel Kelim, qui se présente comme un colonel au sein de l'ex-Seleka explique pourquoi, lui et ses compagnons ont décidé de quitter le territoire centrafricain : « *Il y en a trois qui sont contre nous. Il y a les Français qui veulent nous désarmer, les anti-balaka et les ex-Faca [Forces armées centrafricaines, ndlr] On est venus pour remettre tout ce qu'on a. Puis on est là maintenant dans le territoire tchadien.* »

Vérification d'identité

Des armes, il y en a. Un général fait un bref inventaire : « *Il y a des armes, des AKM, toutes les marques. Les munitions, les grenades, des mortiers aussi. On a pris à peu près quelque 300 armes.* »

Il y a quelques jours, le gouvernement tchadien a annoncé qu'il procédera à une vérification d'identité de chaque élément de l'ex-Seleka. Les Centrafricains seront remis aux organisations internationales. Le nom de la Croix-Rouge a été évoqué. Si d'aventure il y a des Tchadiens parmi eux, ils seront traduits en justice pour « mercenariat ».

Centrafrique: le gouvernement tchadien dément tout agissement en dehors du cadre de la Misca



Un soldat tchadien de la Misca dans une rue de Bangui, le 22 janvier 2014. REUTERS/Siegfried Modola

Par RFI - TCHAD / CENTRAFRIQUE - vendredi 07 février 2014 à 07:30

Le gouvernement tchadien met au défi Human Rights Watch d'apporter toute preuve matérielle de son parti pris dans le conflit centrafricain. En réaction au rapport publié par l'ONG de défense des droits de l'homme faisant état de la complicité de certains éléments tchadiens de la Misca avec la Seleka, le porte-parole du gouvernement tchadien dénonce une campagne malveillante contre son pays.

Hassan Sylla (Porte-parole du gouvernement tchadien) :

« Devant ces accusations dénuées de tous fondements, le gouvernement [tchadien] apporte un démenti formel et met quiconque au défi d'apporter les preuves matérielles de ce genre d'informations savamment distillées dont le but est de salir l'image respectable des vaillantes forces de défense et de sécurité... »

RCA: le CNT dénonce les exactions des forces tchadiennes



Un soldat tchadien de la Misca dans une rue de Bangui, le 22 janvier 2014.
REUTERS/Siegfried Modola

Par RFI - : vendredi 07 février 2014 à 15:01

En Centrafrique, le Conseil national de transition (CNT) est réuni, depuis le jeudi 6 février 2014, pour évoquer les questions sécuritaires. L'Assemblée provisoire a entendu et interpellé les ministres de la Défense et de la Sécurité. Très vite, les échanges ont porté sur l'attitude des troupes tchadiennes en Centrafrique. Plusieurs membres du CNT ont dénoncé l'attitude d'éléments tchadiens venus effectuer des opérations de rapatriement à l'intérieur du pays et ont demandé une clarification du statut de ces troupes tchadiennes.

Ce n'est pas la première fois que les membres du CNT, l'Assemblée de transition, décident d'élever la voix sur le comportement des troupes tchadiennes en Centrafrique. Jeudi, ils ont souhaité interpellé le nouveau gouvernement de transition sur les opérations de rapatriement menées par des éléments tchadiens.

« **Enormes dégâts** »

« Ces derniers temps, le Tchad est en train de rapatrier ses ressortissants. Ils choisissent la ville où ils pensent qu'ils ont des ressortissants qu'ils peuvent récupérer, mais sur le long de leur passage, ils font d'énormes dégâts et ils sont capables de rester sur leurs véhicules et de tirer sur les populations », explique Joseph Bindoumi est l'un de ceux qui ont pris la parole devant l'Assemblée.

Alors qu'il s'apprêtait à monter à la tribune, le représentant de la Lobaye, une préfecture du sud du pays, a reçu des informations suivant lesquelles des exactions de ce genre avaient lieu à Mbaïki. « On nous a signalé 61 véhicules en provenance de Bangui. Je pense que c'est le même contingent qui a pratiquement fait des exactions depuis tout le long du corridor Bouar-Yaloké-Bossebé-Boali et qui s'est retrouvé dans la ville de Mbaïki, détaille Gaëtan Moloto-a-Kenguemba. Une fois arrivés, ils ont

extrait les sujets musulmans, je suppose que c'est des musulmans d'origine tchadienne, et dans leur départ, ils sont rentrés dans les quartiers et ils ont commencé à faire des exactions. Nous avons appelé, on nous a dit non, ils sont allés chercher des anti-balaka ».

Force de l'ONU

Dans une déclaration, les représentants des préfectures de l'intérieur du pays appellent à Misca à retirer les troupes tchadiennes du territoire centrafricain et demandent qu'une force de maintien de la paix de l'ONU soit déployée au plus tôt.

Centrafrique: la justice tchadienne poursuivra les ex-Séléka tchadiens

07/02/2014 - grioo.com



Le premier substitut du procureur général de N'Djamena a annoncé vendredi l'engagement de poursuites judiciaires contre les mercenaires tchadiens ayant appartenu à l'ex-rébellion Séléka, qui avait pris le pouvoir en Centrafrique en mars 2013

Le gouvernement tchadien a informé le parquet à l'effet d'engager des poursuites judiciaires contre ceux qui se sont associés à cette entreprise criminelle ayant causé de lourdes pertes en vie humaines et d'importants dommages matériels et économiques, a annoncé le substitut du procureur Moussa Wade Djibrine, au cours d'une conférence de presse.

Des officiers de police judiciaire sont instruits à l'effet d'auditionner tous les mis en cause (...) Et tous ceux dont la culpabilité sera établie subiront toute la rigueur de la loi, a souligné le substitut.

Un recensement a été opéré au sein des ex-Séléka cantonnés à Doba (sud du Tchad), et le constat a été établi qu'il y a plusieurs nationalités dont quelques Tchadiens, a-t-il ajouté sans plus de précisions.

CENTRAFRIQUE. Le Tchad de nouveau sur le banc des accusés

Par Sarah Diffalah - Le Nouvel Observateur le 07-02-2014 à 20h46

L'organisation internationale HRW accuse le contingent tchadien de la Misca de soutenir des combattants des ex-Séléka malgré leurs exactions.



A Bangui, des soldats tchadiens de la Misca lors d'une patrouille le 10 janvier 2014. (AFP/ERIC FEFERBERG)

Fin décembre, il avait été décidé que le contingent tchadien de la force africaine, la Misca (Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine) serait redéployé dans les confins du nord du pays, vers les zones frontalières avec le Tchad et le Soudan. En les envoyant dans le nord où vit largement la minorité musulmane, l'ONU espérait limiter la casse à Bangui après la mort d'un manifestant anti-Seleka après qu'une patrouille tchadienne a ouvert le feu.

Accusés de protéger l'ancienne rébellion de la Séléka, composée de nombreux mercenaires tchadiens, les soldats envoyés par N'Djamena attirent de nouveau les suspicions. Mercredi 5 février, l'organisation internationale Human Rights Watch (HRW) les a accusés de faciliter les déplacements de certains chefs du mouvement rebelle qui se sont enfuis vers le nord-est. "En janvier, des forces de la Séléka ont torturé et tué des civils dans la ville de Sibut, où s'étaient regroupés les ex-rebelles [...] Des forces de la Séléka ont pu quitter des bases dans lesquelles elles avaient été confinées par la force de maintien de la paix de l'Union africaine, empruntant pour cela des pistes de brousse qui leur ont permis de contourner les points de contrôle, ou en voyageant avec des troupes tchadiennes en convois lourdement armés", accuse l'ONG.

Le général Bahr aidé par le Tchad

Le cantonnement des forces armées des ex-rebelles, dans le camp de Kassai de Bangui notamment, a poussé fin janvier environ 500 combattants et leurs chefs à se rendre vers le nord-est pour y trouver plus de sécurité. Sur leur passage, ils ont enlevés des civils et les ont contraints à transporter leurs munitions et bagages et de nombreux témoins font état d'exactions dans les villages. "Les soldats tchadiens sont alors jamais très loin. Le 26 janvier, des enquêteurs de HRW ont "vu passer, et ont été en mesure de filmer, à approximativement 60 kilomètres au nord de Bangui, un convoi de troupes tchadiennes lourdement armées appartenant à la force de maintien de la paix. Le convoi incluait au moins huit pickups chargés de combattants de la Séléka, dont un certain nombre de chefs de l'organisation, comme le général Mahamat Bahr, en charge du renseignement militaire pour la Séléka". Ce dernier a confirmé par téléphone à l'ONG qu'il s'était en effet rendu à Bossangoa profitant d'un convoi tchadien qui devait y relever les troupes congolaises de la mission de maintien de la paix.

"Après avoir assumé la responsabilité du maintien de la paix à Bossangoa, les troupes tchadiennes ont permis à un autre chef de la Séléka, le colonel Saleh Zabadi, de quitter avec ses hommes leur base, et de rejoindre le général Bahr et d'autres chefs de la Séléka dans les villes du nord du pays que sont Sibut, Kaga Bandoro et Kabo". Pour HRW, les mouvements des forces des ex-Séléka seules et aux côtés des troupes tchadiennes coïncide avec une nouvelle flambée de violences.

Accusations en série

Ce n'est pas la première fois que les Tchadiens sont pris à partie. Au début du mois, le Haut-commissariat aux droits de l'homme a confirmé avoir reçu de "multiples témoignages de collusion" entre des troupes tchadiennes et les forces de la Séléka. Fin décembre, ils ont été soupçonnés de double jeu par la diplomatie française. A Bangui, selon des militaires français interrogés par l'AFP, des soldats tchadiens ont donné leur brassard de la force africaine à des Séléka pour que ces derniers puissent conserver leurs armes et continuer à circuler alors qu'ils devaient être désarmés et cantonnés.

HRW demande à l'Union africaine de "suspendre sans délai les membres des troupes tchadiennes de la Misca faisant l'objet d'accusations crédibles [...], et d'ouvrir une enquête sur ces faits, avec le soutien de l'organisation des Nations Unies". "Pour être efficaces, les forces de maintien de la paix se doivent d'être impartiales", souligne Peter Bouckaert, directeur de la division Urgence de HRW à Bangui.

Démenti du Tchad

Le porte-parole du gouvernement tchadien, Hassan Sylla, a démenti jeudi sur RFI les allégations et "met quiconque au défi d'apporter les preuves matérielles de ce genre d'informations savamment distillées et dont le but est de salir l'image respectable des forces de défense et de sécurité". La Tchad "tient à rappeler à l'opinion nationale et internationale que sa présence en RCA s'inscrit dans le cadre de l'Union africaine sous mandat de l'Onu. Le Tchad n'a pas un agenda caché comme tente de le faire croire, malheureusement, certaines officines en mal de publicité; Comme au Mali et comme au Soudan dans le cadre de la force mixte, le Tchad participe à une mission internationale de maintien et de restauration de la paix", et de rappeler que "les soldats tchadiens répondent au commandement de la Misca" et non comme certains le prétendent au gouvernement tchadien directement.

Jeudi, le Conseil national de transition a critiqué le rôle des Tchadiens lors des opérations de rapatriement de leurs co-citoyens fuyant le pays. "Ils choisissent la ville où ils pensent qu'ils ont des ressortissants qu'ils peuvent récupérer, mais sur le long de leur passage, ils font d'énormes dégâts et ils sont capables de rester sur leurs véhicules et de tirer sur les populations", a affirmé Joseph Bindoumi devant l'Assemblée, selon des propos rapportés par RFI. Les représentants locaux appellent la Misca à retirer les troupes tchadiennes du territoire centrafricain et demandent qu'une force de maintien de la paix de l'Onu soit déployée au plus tôt.

Mais pour la communauté internationale et la France surtout, impossible de mettre les Tchadiens totalement hors-jeu. Malgré leur éventuel double jeu, leur position est incontournable, tant en Centrafrique qu'aux côtés des soldats français projetés au Mali. Le Tchad fournit le contingent le plus important de la Misca, 850 hommes très aguerris. L'armée tchadienne est réputée pour être une des meilleures de la région.

Sarah Diffalah - Le Nouvel Observateur

Le CPI enquêtera sur de possibles crimes contre l'humanité en Centrafrique

Mise à jour le vendredi 7 février 2014 à 12 h 28 HNE
Associated Press



Des milliers de résidents musulmans de Bangui fuient la capitale centrafricaine, escortés par des militaires tchadiens. Photo : Jerome Delay

La procureure de la Cour pénale internationale a annoncé, vendredi, l'ouverture d'une enquête préliminaire concernant de possibles crimes de guerre ou crimes contre l'humanité en République centrafricaine.

Fatou Bensouda a indiqué que le sort des civils centrafricains ne cesse de se détériorer depuis septembre 2012, et qu'elle a récemment reçu des informations concernant « la brutalité extrême de certains groupes ».

Pendant ce temps, craignant pour leur vie, des milliers de musulmans ont fui la capitale du pays vendredi, montant à bord de camions gardés par des soldats tchadiens lourdement armés. Un homme qui est tombé d'un camion a été tué et son corps ensuite mutilé, ce qui met en lumière la violence que risquent les musulmans qui choisissent de rester. Le convoi de quelque 500 véhicules est éventuellement parti vers le Tchad voisin, un pays majoritairement musulman. Des milliers de chrétiens ont applaudi et crié pour célébrer le départ des musulmans.

L'exode dont ont été témoins des journalistes de l'Associated Press survient après deux mois d'affrontements sectaires dans la capitale. Des musulmans accusés d'avoir collaboré avec l'ancien gouvernement rebelle ont été pris à partie par leurs voisins chrétiens.

Au cours des dernières semaines, des foules en colère ont incendié des mosquées, en plus d'attaquer et de mutiler des musulmans. Mercredi, un musulman soupçonné d'avoir été un espion à la solde des rebelles a été massacré à coups de couteaux et de blocs de béton. Des soldats en uniforme ont ensuite paradé son corps dans les rues avant qu'il ne soit démembré et brûlé.

« C'est une situation absolument horrible. Partout à Bangui, les quartiers musulmans sont détruits et vidés, a dit Peter Bouckaert, le directeur des services d'urgence pour Human Rights Watch. Leurs édifices sont détruits et démantelés, brique par brique, toit par toit, pour effacer tout signe de leur présence dans ce pays. »

L'organisme new-yorkais des droits de la personne a réussi à évacuer certains musulmans coincés, sous l'escorte de soldats de maintien de la paix.

Certains camions sont tombés en panne avant même d'avoir quitté Bangui, vendredi, et ont dû être abandonnés. Leurs passagers sont grimpés à bord d'autres véhicules, tout en étant constamment harcelés et insultés par une foule qui leur lançait des pierres.

L'organisation humanitaire Médecins sans frontières a indiqué vendredi que des dizaines de milliers de musulmans ont déjà fui vers le Tchad et le Cameroun, tandis que des communautés entières demeurent coincées dans le nord-ouest du pays. Quelque 8000 musulmans du village de Bouar « sont à toutes fins utiles prisonniers, incapables de fuir la violence ».

« Nous nous préoccupons du sort de ces communautés coincées dans leurs villages, entourés par des groupes antirebelles, et par le fait que plusieurs familles musulmanes sont contraintes à l'exil pour survivre », a dit la coordonnatrice des services d'urgence pour MSF, Martine Flokstra.

Aucune arrestation n'a été effectuée en lien avec le massacre de mercredi, qui s'est produit en présence de soldats africains de maintien de la paix.

« Ce qui s'est produit est très malheureux que nous ayons été incapables d'intervenir pour le sauver, mais le tout s'est déroulé très rapidement », a dit un porte-parole de la mission africaine, Eloi Yao.